

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — e.mail : [soiretraite@gmail.com](mailto:soiretraite@gmail.com)

SUPPRESSION DE LA RETRAITE AVANT 60 ANS

# Les syndicats de plusieurs secteurs y sont opposés

**Plusieurs syndicats de différents secteurs ont affirmé, samedi dernier, lors d'une réunion à Alger, leur attachement à la retraite proportionnelle en tant qu'acquis pour les travailleurs.**

Selon une source proche de la réunion, les 17 syndicats de ce collectif, qui regroupe certains syndicats de l'éducation, de la santé et d'autres secteurs économiques, «ont convenu de revendiquer le maintien de la retraite proportionnelle en tant qu'acquis des travailleurs». Dans ce contexte, le collectif a décidé d'une grève nationale les 17 et 18 octobre prochain, selon la même source. Le collectif a réitéré son exigence d'associer tous les syndicats à l'élaboration du Code du travail et de préserver la pouvoir d'achat, mettant en garde contre les effets «négatifs» des mesures contenues dans le projet de loi des finances 2017.

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, avait indiqué fin août que le projet de loi relatif à la retraite vise à «garantir la pérennité du système et les droits des travailleurs ainsi que ceux des jeunes qui intégreront dans le futur le marché du travail». Il avait rappelé que dans les années 80 «on avait sept travailleurs pour un retraité. Aujourd'hui, ils sont moins de trois à cotiser pour chaque pensionnaire», affirmant que «l'Algérie a amélioré en un temps record les conditions de vie et la couverture sanitaire de sa population et faire ainsi progresser l'espérance de vie dans un

cadre de justice sociale et de solidarité intergénérationnelle». «Aujourd'hui, nous ne faisons que revenir à la situation de 1996, après un profond dialogue entre toutes les parties concernées par ce dossier», avait-il expliqué, déplorant que «certaines personnes veuillent politiser cette question». Le projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite propose l'abrogation des dispositions de retraite sans condition d'âge, instituées par l'article 2 de l'ordonnance du n° 97-13 du 31 mai 1997, modifiant et complétant cette loi.

## Sérieux préjudice pour les équilibres financiers de la CNR

Les dispositions de retraite sans condition d'âge et de retraite proportionnelles ont été mises en place dans la cadre du programme d'ajustement structurel, à l'effet de prendre en charge les compressions d'effectifs qui ont suivi la fermeture de bon nombre d'entreprises nationales.

En dépit du dépassement de cette période, le système national de retraite continue à enregistrer un nombre important de départs volontaires à la retraite avant l'âge de 60 ans sur la base de ces dispo-



sitifs de 1997, ce qui a entraîné un sérieux préjudice pour les équilibres financiers de la Caisse nationale de retraite (CNR). Le projet de loi soumis à l'APN propose «la suppression de ces dispositifs exceptionnels» conçus pour une période transitoire et le retour à la règle de l'âge minimum de la retraite à 60 ans en vigueur depuis 1983 afin de sauvegarder le système national de retraite basé sur le principe de solidarité intergénérationnelle.

Le texte en question propose, par ailleurs, le droit des travailleurs à poursuivre volontairement leur activité au-delà de l'âge de 60 ans, dans la limite de cinq années. Cette disposition permettra aux travailleurs concernés de valider notamment des années de travail

supplémentaires au titre de leur retraite. Cette loi qui devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017 intègre des règles spécifiques concernant les travailleurs occupant des postes de travail à haute pénibilité, qui pourront bénéficier de la retraite avant l'âge de 60 ans.

Il intègre également des dispositions pour les travailleurs exerçant des professions hautement qualifiées ou des métiers déficitaires qui pourront bénéficier, à leur demande, d'un recul de l'âge de leur retraite.

LSR

## Une nouvelle fournée de dépôts des dossiers pour les enseignants depuis le 25 septembre

Le ministère de l'Education nationale a ouvert, officiellement, la voie au dépôt des dossiers de retraite, y compris la retraite anticipée sans condition d'âge. Les travailleurs concernés peuvent procéder au dépôt de leur demande au niveau des bureaux de retraite des directions de wilaya de l'Education nationale depuis le dimanche 25 septembre 2016. Ces derniers recevront les décisions de mise à la retraite à partir du 31 août 2017. Selon la circulaire ministérielle datée du 15 septembre dernier, tous les travailleurs de l'Education nationale répondant aux conditions peuvent déposer une demande. Ainsi, la première catégorie concernée par la retraite est celle des travailleurs nés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1957, et le 31 décembre 1957, qui atteindront l'âge légal de 60 ans de départ à la retraite entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2017.

La retraite sans condition d'âge, ou départ volontaire, concerne, toutefois, tous les travailleurs, qui ont cumulé au moins 32 ans de service. Quant à la retraite proportionnelle, celle-ci exige deux conditions : avoir 55 ans pour les hommes et 20 ans de service, et pour les femmes, avoir 45 ans et 15 ans de service.

## Dépôts massifs en perspective

Concernant le dossier, il est composé, en plus des documents d'état civil et de l'assurance sociale, d'une demande manuscrite contenant toutes les informations de la personne concernée, et d'une déclaration sur l'honneur où il est indiqué que le prétendu à la retraite proportionnelle ne reviendra pas sur sa décision de partir à la retraite quelques soient les raisons invoquées. Ces deux derniers documents doivent être légalisés par les services de l'APC.

Il faut souligner, à ce titre, que depuis l'annonce faite par le Premier ministre Abdelmalek Sellal, il y a quelques mois, que la loi fixant l'âge de départ à la retraite à 60 ans entrera en vigueur l'année prochaine, le nombre de dépôts de dossier de retraite anticipée ne cesse de croître.

Le Conseil des ministres qui a examiné en juillet dernier l'avant-projet de loi «rétablissant l'obligation d'un âge minimal de retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes» confirme la constatation d'une forte augmentation des départs à la retraite sans condition d'âge ou en retraite proportionnelle. Il faut savoir également que pour l'année en cours, 96% des départs à la retraite d'enseignants sont des retraites anticipées, si l'on comptabilise les autres catégories de ce corps, le taux a atteint les 93%. C'est le constat fait par M<sup>me</sup> Nouria Benghebrat, ministre de l'Education nationale, qui explique les raisons de ce phénomène par «l'amélioration des conditions financières» des enseignants suite à l'augmentation des salaires intervenue depuis 2010. Rien que pour l'année 2016, plus de 50 000 fonctionnaires de l'Education nationale — des enseignants essentiellement — partiront à la retraite. Une «saignée» qui mettra à mal le secteur.

LSR

## Le secteur de l'éducation «pas concerné» par la problématique de la retraite proportionnelle en 2016 et 2017 ?

La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrat, a affirmé, la veille de la rentrée scolaire, que le secteur de l'éducation «n'est pas concerné» par la problématique de la retraite proportionnelle pour les années 2016 et 2017. «Le secteur de l'éducation n'est pas concerné par la problématique de la retraite proportionnelle pour les années 2016 et 2017, au regard du dispositif calendaire et de l'agenda du secteur soumis à des dispositions spécifiques», a-t-elle déclaré lors d'une rencontre avec les partenaires sociaux.

«Le problème ne se pose pas pour les fonctionnaires du secteur de l'éducation, notamment les professeurs ayant déposé leurs dossiers pour bénéficier de la retraite proportionnelle en 2016, au regard de l'agenda du secteur», a déclaré la ministre à la presse, précisant que «les fonctionnaires dont les dossiers ont été déposés entre septembre et novembre 2015 bénéficieront de la retraite à la fin août

de l'année prochaine». Elle avait ajouté que «le problème ne se pose pas pour les fonctionnaires qui déposeront leurs dossiers à la rentrée scolaire actuelle, vu que le dossier sera soumis à débat à l'Assemblée populaire nationale». «Ils bénéficieront de la retraite à la fin août 2017.»

## Confusion et cacophonie

Les fonctionnaires du secteur pourront déposer leurs dossiers à la fin 2016 en fonction de l'agenda préalablement défini, précisant que tous les fonctionnaires du secteur de l'éducation nationale sont au courant que le dépôt des dossiers de retraite doit se faire lors du premier trimestre de l'année scolaire. Près de 90% des demandes de retraite concernent la retraite proportionnelle, a-t-elle indiqué, annonçant l'organisation «prochaine» d'un atelier autour de ce thème avec les partenaires sociaux pour définir les lacunes et les moyens offerts dans ce domaine jusqu'à l'horizon 2030, formant

le vœu que le débat soit «objectif». Ces propos de la ministre de l'éducation nationale, rapportés par l'APS, ont semé la confusion parmi les fonctionnaires de ce secteur qui se sont précipités dès juin dernier — au lendemain de la tripartite qui avait décidé de la suppression de la retraite avant 60 ans —, dans les agences de la CNR pour y déposer leurs dossiers, et qui au jour d'aujourd'hui attendent avec impatience de percevoir leur première pension de retraite, ne faisant plus partie des effectifs de la Fonction publique.

Déposer un dossier en 2016 et ne bénéficier du droit à la retraite qu'à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2017 crée une situation quelque peu incongrue, alors que le bénéfice du droit à la retraite avant 60 ans ne sera plus en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017. Est-ce que la nouvelle loi sur les retraites comprendra une disposition particulière et transitoire pour les enseignants demandeurs en 2016 et retraités en 2017 ?

Djilali Hadjadj